



**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
COMMUN AUX 2 LOTS**

Fourniture et réassort de matériel d'office et de cuisine pour services du Premier ministre

Lot 1 – Fourniture et réassort de matériel et de vaisselle d'office et de service

Lot 2 – Fourniture et réassort de petits matériels de cuisine et de pâtisserie

Numéro de consultation : 24_BAM_063

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Date limite de remise des plis : **21 mai 2025 17h00**

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR..... | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| 3.1 Procédure de passation..... | 4 |
| 3.2 Allotissement | 4 |
| 3.3 Forme et étendue des marchés..... | 4 |
| 3.4 Tranches | 5 |
| 3.5 Durée des accords-cadres..... | 5 |
| 3.6 Variantes..... | 5 |
| 3.7 Langue..... | 6 |
| 3.8 Lieux d'exécution des prestations..... | 6 |
| 3.9 Clause environnementale | 6 |
| 3.10 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques | 6 |
| 3.10.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques..... | 6 |
| 3.10.2 Conditions de présentation..... | 6 |
| 3.10.3 Forme du groupement | 6 |
| 3.11 Traitement de données à caractère personnel..... | 7 |
| ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS | 7 |
| 4.1 Contenu du dossier de la consultation..... | 7 |
| 4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats | 8 |
| 4.3 Modalités de retrait et de la consultation des documents..... | 8 |
| 4.4 Modifications de détail des documents de la consultation..... | 8 |
| 4.5 Questions - réponses | 9 |
| 4.6 Prolongation du délai de réception des offres..... | 9 |
| ARTICLE 5 - CANDIDATURE | 9 |
| 5.1 Interdictions de soumissionner | 9 |
| 5.2 Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques | 9 |
| 5.3 Conditions de participation | 10 |
| 5.4 Présentation de la candidature | 10 |
| 5.5 Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat | 10 |
| 5.6 Examen des candidatures | 11 |
| 5.6.1 Vérification des motifs d'exclusion..... | 12 |
| ARTICLE 6 - OFFRE..... | 12 |

| | | |
|--|---|-----------|
| 6.1 | Présentation de l'offre..... | 12 |
| 6.2 | Examen des offres..... | 12 |
| 6.2.1 | Critères de jugement des offres (communs aux deux lots) :..... | 13 |
| 6.3 | Durée de validité des offres..... | 14 |
| ARTICLE 7 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS | | 14 |
| 7.1 | Date et heure limites de réception des plis | 14 |
| 7.2 | Conditions de transmission des plis..... | 14 |
| ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DES ACCORDS-CADRES | | 16 |
| 8.1 | Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve | 16 |
| 8.2 | Interdiction d'attribution..... | 17 |
| 8.3 | Mise au point..... | 17 |
| 8.4 | Signature de l'accord-cadre..... | 17 |
| 8.5 | Langue..... | 18 |
| ARTICLE 9 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE | | 18 |
| ARTICLE 10 - CONTENTIEUX..... | | 20 |
| ARTICLE 11 - ANNEXES | | 20 |

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Désignation du pouvoir adjudicateur :

L'État représenté par :

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre

Secrétariat Général du Gouvernement

20, avenue de Ségur – 75007 PARIS

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

Serge DUVAL – Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre, nommé par décret du 7 mai 2015 publié au JO du 8 mai 2015.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de matériel et de vaisselle d'office et de service ainsi que la fourniture et le réassort de petits matériels de cuisine et de pâtisserie pour les intendances des services du Premier ministre.

La présente consultation est allotie en deux (2) lots.

Il s'agit d'accords-cadres de prestations de fournitures.

Code(s) CPV de la consultation :

Code principal : 39221110-1 : Vaisselle

Code secondaire : 39221100-8 – Ustensiles de cuisine.

Les caractéristiques des fournitures sont détaillées au Cahier des Clauses Administratives Particulières communs aux deux lots (CCAP), au Cahier des Clauses Techniques communs aux 2 lots (CCTP), ainsi qu'au bordereau des prix unitaires de chaque lot (BPU).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Chaque accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

3.2 Allotissement

En application de l'article L 2113-10 du code de la commande publique, les prestations sont alloties de la manière suivante :

- Lot n° 1 : Fourniture et réassort de matériel et de vaisselle d'office et de service ;
- Lot n° 2 : Fourniture et réassort de petits matériels de cuisine et de pâtisserie ;

Chaque lot s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande selon les besoins des services et des entités bénéficiaires de chaque accord-cadre.

Un soumissionnaire peut remettre une offre pour un seul lot ou pour les deux (2) lots.

3.3 Forme et étendue des marchés

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Chaque accord-cadre (lots 1 et 2) est passé, conformément à l'article R.2162-4-2°, avec les montants suivants :

- le lot n° 1 est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 292 000 € HT pour sa durée totale ;
- le lot n° 2 est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 152 000 € HT pour sa durée totale.

Des bons de commande peuvent être émis au gré des besoins conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code précité.

Chaque lot est mono-attributaire et un même titulaire peut être attributaire de plusieurs lots.

A titre indicatif, les estimations par lot sont les suivantes :

| | Lot 1 « Fourniture et réassort de matériel et de vaisselle d'office et de service » | Lot 2 « Fourniture et réassort de petits matériels de cuisine et de pâtisserie » | |
|---------------------------|---|--|--|
| Forme des prix | Unitaires | Unitaires | |
| Montant estimé sur 4 ans | 146 000 € HT | 76 000 € HT | Soit 222 000 € HT pour l'ensemble des lots |
| Montant maximum sur 4 ans | 292 000 € HT | 152 000 € HT | Soit 444 000 € HT pour l'ensemble des lots |

3.4 Tranches

Les accords-cadres ne comportent pas de tranches.

3.5 Durée des accords-cadres

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

Chaque accord-cadre peut être reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois, dans la limite d'une durée maximale de quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie au(x) titulaire(s), par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre (lots n° 1 et n° 2). Le titulaire du lot concerné ne peut refuser ni les reconductions, ni les non-reconductions.

Le présent article s'applique sous réserve que le montant maximum de chaque accord-cadre n'ait pas été atteint.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois après la fin de l'accord-cadre concerné.

3.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7 Langue

Les documents et informations remis par le soumissionnaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française, ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

3.8 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution se situent à Paris et en région Île de France. Les sites concernés par les prestations sont mentionnés au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

3.9 Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental précisés dans le CCAP.

Le titulaire de chaque accord-cadre est tenu au respect des engagements environnementaux pris dans le cadre de son offre ainsi qu'aux exigences législatives et réglementaires en vigueur en la matière pour les prestations qu'il réalise dans le cadre dudit accord-cadre (lots 1 et 2).

Le titulaire visera également l'atténuation et/ou la compensation de l'empreinte carbone générée par ses livraisons.

3.10 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

3.10.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

3.10.2 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le soumissionnaire à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

3.10.3 Forme du groupement

Pour veiller à la bonne exécution du marché, le groupement attributaire devra revêtir la forme d'un groupement solidaire ou à défaut celle d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire pour

l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur et devra être clairement identifié.

3.11 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des soumissionnaires à la présente procédure :

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu du dossier de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

00. le présent règlement de consultation (RC) commun aux deux (2) lots et ses annexes :

- annexe 1 : questionnaire double labellisation égalité/diversité ;
- annexe 2 : attestation sur l'honneur relative aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

01. l'acte d'engagement (AE ou ATTRI1) pour le lot 1 et ses annexes :

- annexe 1 : annexe financière composée d'un bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- annexe 2 : liste des entités bénéficiaires ;

02. l'acte d'engagement (AE ou ATTRI1) pour le lot 2 et ses annexes :

- annexe 1 : annexe financière composée d'un bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- annexe 2 : liste des entités bénéficiaires ;

03. le détail quantitatif estimatif (DQE) pour le lot 1 (ce document correspond aux prestations récurrentes recensées. Il est précisé que le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas contractuel et n'engage donc pas les candidats) ;

04. le détail quantitatif estimatif (DQE) pour le lot 2 (ce document correspond aux prestations récurrentes recensées. Il est précisé que le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas contractuel et n'engage donc pas les candidats) ;

05. le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots ;

06. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots ;

- annexe 1 : Procédure d'accréditation pour les intervenants extérieurs aux services du Premier ministre.

07. le cadre de réponse technique (CRT) ou mémoire technique pour le lot 1 ;

08. le cadre de réponse technique (CRT) ou mémoire technique pour le lot 2 ;

09. les modèles de DC1 et DC2 à jour.

4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats

Toute demande de renseignement devra être effectuée à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3 Modalités de retrait et de la consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

4.4 Modifications de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation **au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.**

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

4.5 Questions - réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir **au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des offres** leurs questions et demandes de renseignements complémentaires par courrier électronique sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (référence **24_BAM_063**).

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques **au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**.

Des courriels sont susceptibles d'être adressés aux candidats via la plateforme des achats de l'État PLACE (en provenance de l'adresse de messagerie suivante : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr avec notamment un lien de téléchargement permettant d'accuser réception du courriel et d'accéder au contenu de ces messages.

Les candidats doivent donc :

- s'assurer que leur boîte de messagerie soit configurée pour accepter les messages provenant de l'adresse ci-dessus ;
- vérifier régulièrement que ces courriels ne figurent pas dans le dossier "indésirables" ou "spams" ;
- accuser réception de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement du courriel.

4.6 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie six (6) jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R2151-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - CANDIDATURE

5.1 Interdictions de soumissionner

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas d'interdictions de soumissionner « obligatoires », le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Le soumissionnaire retenu devra établir la preuve qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux dispositions prévues aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique.

5.2 Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix (10) jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 Conditions de participation

Conformément à l'article R2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

5.4 Présentation de la candidature

Les candidats doivent impérativement transmettre les documents et renseignements suivants :

- lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment complété et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 est complété pour chaque membre du groupement ;
- déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment complétée et datée. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le DC2 est complété par chaque membre du groupement.

5.5 Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuve lors de la transmission de l'acte de candidature. Il s'agit des suivants :

- déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner ;
- copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;
- pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ;
- attestation d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels du candidat dans le cadre de l'exécution du présent marché ;
- en cas de groupement d'entreprises, une lettre d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (une habilitation par cotraitant) et la convention de groupement dûment signée.

Les capacités financières, professionnelles et techniques seront appréciées au regard des **renseignements suivants qui doivent être impérativement transmis :**

Capacités financières :

1. les chiffres d'affaires globaux, au cours des trois derniers exercices disponibles au cours de trois derniers exercices disponibles.

Capacités professionnelles et techniques :

2. les références du candidat au cours des trois dernières années pour les prestations objets de la présente consultation, indiquant le montant, la date, le destinataire, public ou privé et en précisant les coordonnées d'un contact ;
3. une présentation de la structure de l'entreprise comprenant si possible le volume d'activités, la

composition des effectifs et son organisation.

Remarques :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités par tout autre document équivalent. Les renseignements suivants pourront être notamment produits pour apprécier les capacités de ces entreprises :

- pour les capacités financières : une déclaration appropriée de banque, production d'une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc.;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.6 Examen des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Si le pouvoir adjudicateur constate avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures seront examinées au regard des capacités techniques, professionnelles et financières des candidats, demandées à l'article 5.5 du présent règlement de la consultation.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminés :

- les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution de l'accord-cadre ;
- les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées ;
- les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner (selon les conditions des articles 5.1 et 5.2 du présent règlement de la consultation).

5.6.1 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article R2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

ARTICLE 6 - OFFRE

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire doit comporter les pièces suivantes **pour chacun des lots 1 et 2** :

- l'acte d'engagement (AE ou ATTRI1) complété et daté ainsi que son annexe :
 - annexe 1 : annexe financière composée d'un bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) de chaque lot (ce document correspond aux prestations récurrentes recensées. Il est précisé que le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas contractuel et n'engage donc pas les candidats) ;
- le(s) catalogue(s) ;
- le cadre de réponse technique (CRT) complété pour chaque lot ou le mémoire technique du soumissionnaire élaboré sur la base du cadre de réponse technique, clairement identifié et contenant précisément les éléments demandés (celui-ci permettra de juger la valeur technique de l'offre au regard des éléments listés à l'article 6.2 du présent règlement de consultation) ;
- un relevé d'identité bancaire IBAN ;
- le questionnaire « Double labellisation » complété (annexe 1 au présent RC) ;
- l'attestation sur l'honneur relative aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (annexe 2 au présent RC).

Les soumissionnaires peuvent, en outre, produire toute pièce qu'ils estiment de nature à appuyer leur offre.

Les soumissionnaires constituent leur dossier de candidature et d'offre dans le respect des modalités fixées à l'article 6.1 du présent règlement de consultation.

Les soumissionnaires n'ont pas d'obligation de signer leur offre. Seul l'attributaire de chaque lot sera invité à signer son offre au terme de la procédure de passation.

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens de l'article R. 2152-1 du code de la commande publique seront éliminées.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Étant précisé qu'est :

- **(a) inappropriée**, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;
- **(b) irrégulière**, une offre qui est incomplète, ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;

- **(c) inacceptable**, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Les demandes de régularisation et/ou de précision ne peuvent ni aboutir à une négociation ni à une modification substantielle de l'offre.

6.2.1 Critères de jugement des offres (communs aux deux lots) :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7-2° du code de la commande publique :

| Critères | | Notation sur |
|------------------|--|------------------|
| Critère 1 | <p><u>Critère 1 : Prix des prestations</u></p> <p>Le soumissionnaire complètera l'intégralité du bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) du lot 1.</p> <p><u>Toute offre présentant un BPU incomplet sera considérée comme irrégulière.</u></p> <p>Le soumissionnaire se verra attribuer une note financière globale sur 50 points et décomposée comme suit :</p> <p>- Note attribuée au candidat = 50 x (Montant du DQE le plus bas / Montant du DQE proposé par le soumissionnaire).</p> <p><i>Il est précisé que le détail quantitatif estimatif (DQE) n'est pas contractuel et n'engage donc pas les soumissionnaires. Il ne sert qu'à l'analyse du prix. En conséquence, afin d'avoir une analyse du prix du DQE juste et reflétant bien la réalité de l'offre de prix, si le représentant du pouvoir adjudicateur détecte des erreurs dans le DQE d'un candidat (report de prix du BPU erroné, erreur de calcul quantité/prix, etc.), les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le représentant du pouvoir adjudicateur fera les rectifications d'autorité. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le DQE seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération. Les quantités précisées dans le DQE correspondent à une estimation, il ne s'agit ni des quantités minimales, ni des quantités maximales qui peuvent être commandées par le pouvoir adjudicateur.</i></p> | 50 points |
| Critère 2 | <p><u>Critère 2 : Valeur technique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pertinence des moyens mis en œuvre pour assurer la prestation (30 points) ; ▪ Pertinence des mesures prises par le candidat pour assurer la pérennité des commandes dans le temps (10 points) ; ▪ Variété (gamme et diversité d'articles) du ou des catalogues (5 points). | 45 points |
| Critère 3 | <p><u>Critère 3 : Développement durable et protection de l'environnement :</u></p> <p>Le soumissionnaire présente de façon détaillée toutes les mesures prises en termes de développement durable et de protection de l'environnement dans le cadre de l'accord-cadre (RSE, gestion des déchets, empreinte CO2, recours à des matériaux et/ou des</p> | 5 points |

| | | |
|--|--|--|
| | emballages biodégradables et/ou réutilisables, limitation des emballages, flotte de véhicules, optimisation des tournées). | |
|--|--|--|

Note totale sur 100 points :

La note globale du candidat correspond à la somme des notes de chacun des critères. Un classement sera fait à l'issue de l'analyse des offres.

Le soumissionnaire obtenant le meilleur total de points se verra attribuer l'accord-cadre correspondant.

6.3 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En tant que de besoin, le pouvoir adjudicateur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres. Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, le pouvoir adjudicateur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 Date et heure limites de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées dans les documents de consultation. Les plis reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. En cas d'envois successifs, le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis sera retenu.

7.2 Conditions de transmission des plis

Depuis le 1^{er} octobre 2018, **les offres sont OBLIGATOIREMENT transmises par voie électronique**. Les offres transmises sur support papier sont automatiquement rejetées. Aucun envoi par télécopie ou courriel n'est accepté.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (référence 24_BAM_063).

En cas d'envois successifs le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs pourront être rejetés sans être examinés. Seules les copies de sauvegarde portant la mention "COPIE DE SAUVEGARDE" peuvent être transmises, dans le délai de réception des plis, par voie postale ou sur place contre récépissé.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plateforme des achats de l'État, et notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;

- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;

- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.
- La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :
- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R2184-12 et R2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait **de 10h00 à 12h00 et de 14h30 à 16h30**, à l'adresse suivante :

Direction des services administratifs et financiers (DSAF)

Bureau des achats ministériels (section FPG – RB/CL) 20, avenue de Ségur – 75007 PARIS

Le pli doit comporter la mention suivante :

« NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE – CONSULTATION MARCHE PUBLIC

Bureau des achats ministériels – Section FPG

Nom du candidat

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Réf. 24_BAM_063 ».

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DES ACCORDS-CADRES

Chaque accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement du lot 1 et/ou du lot 2, complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société ;
- les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ;
- le cas échéant, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;

- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- la communication du numéro unique d'identification (Siren) ;
- le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- le questionnaire double labellisation égalité/diversité complété (annexe 1 au présent règlement de la consultation) complété ;
- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° sa date d'embauche ; 2° sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

Le soumissionnaire retenu devra justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux dispositions prévues aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire établi dans un État autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Afin de simplifier et de sécuriser la remise des documents demandés, le soumissionnaire peut les déposer sur la plateforme en ligne e-attestations (<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>).

8.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le pouvoir adjudicateur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

8.3 Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre concerné. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou de l'accord-cadre concerné. La mise au point sera le cas échéant, annexée à l'acte d'engagement du lot concerné.

8.4 Signature de l'accord-cadre

Chaque accord-cadre (lots 1 et 2) est signé par le soumissionnaire retenu pour le lot concerné au moyen de l'acte d'engagement et de ses annexes (AE ou ATTR1) qui lui sont adressés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'attributaire peut opter pour la signature manuscrite (original envoyé par voie postale) ou pour la signature électronique de l'acte d'engagement du lot concerné. Celle-ci devra alors respecter les exigences prévues à l'article 9 « Modalités de signature électronique » du présent règlement de la consultation.

8.5 Langue

Conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du code de la commande publique relatifs au dépôt d'une candidature et d'une offre, tous les documents écrits remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le candidat ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation-utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

1^{er} cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- sur le site de la commission européenne :
<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique

proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^{ème} cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature :

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

PARAPHEUR ELECTRONIQUE

La signature électronique peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique. Le parapheur électronique est un outil disposant de fonctions autorisant, au moins, le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne.

Chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

Comme pour les autres outils de signature différents de celui proposé par PLACE, le titulaire doit fournir les mêmes outils de vérification des signatures réalisées avec le parapheur électronique de son choix.

RAPPEL GENERAL

En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy – 75181 PARIS CEDEX.

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 11 - ANNEXES

- **Annexe 1** : questionnaire double labellisation égalité/diversité ;
- **Annexe 2** : attestation sur l'honneur relative aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.